

Samedi 30 mai 2009 - 10H-13H

**Maison syndicale
Place Rouppe 3, Bruxelles
Salle 1^{er} étage**

CONFÉRENCE

Introductions de :

- **Philippe Larsimont**, coordinateur du MDT (Mouvement de défense des travailleurs)
- **José Nicol**, syndicaliste CGT Poste (France)
- **Rik Steeland**, militant SETCa Courtrai
- **Eric Van der Smissen**, Secrétaire responsable du secteur industrie SETCa BHV

Organisation : *Comité unité-Eenheidscomite*

► **POUR** une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements.

► **REFUSER** l'application en Belgique, comme dans toute l'Europe, des directives et traités de l'Union européenne qui imposent la liquidation de nos services publics et de nos droits sociaux !

Nous sommes à quelques semaines des élections régionales et européennes et nous estimons que les problèmes suivants doivent être mis sur la table :

• Le capitalisme, les patrons sont responsables de la crise. Ce n'est pas aux travailleurs d'en payer les conséquences. Or, les plans en faveur des banques ont renfloué les spéculateurs ; les prétendus «plans de relance» en Belgique comme en Europe ne profitent qu'aux patrons.

• Les travailleurs eux sont menacés d'une nouvelle vague de régression sociale. Plus que jamais, nous avons besoin d'un syndicalisme indépendant. Il faut interdire les licenciements, défendre nos droits sociaux et établir dans l'action le rapport de force pour l'imposer.

• La déclaration de principe de la FGTB donne un objectif qui est aussi une solution pour sortir de la crise. Le traité de l'Union européenne interdit sa mise en œuvre. Nous refusons que ce traité soit éternel. Il doit être abrogé.

• Les directives européennes imposent la «libéralisation» des services publics. Pour redonner toute leur place aux services publics, pour les défendre, ces directives doivent être supprimées. On est en droit d'exiger du gouvernement belge qu'il refuse de les appliquer, d'autant plus que le récent naufrage du système financier mondial montre à quel désastre conduit cette politique de privatisation.

Au lendemain des élections régionales, tout le dossier «communautaire» reviendra sur la table La Sécurité sociale, le droit du travail et les conventions collectives doivent rester au niveau fédéral. Il est temps de constituer un Mouvement qui, dans le respect de l'appartenance politique de chacun, lutte sur les objectifs qui précèdent et pour l'unité des travailleurs de tout le pays.

UN EXEMPLE : LA DÉCLARATION DE PRINCIPE DE LA FGTB OUVRE UNE ISSUE. LE TRAITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE L'INTERDIT.

Rappelons ce qui figure dans la déclaration de principe de la FGTB que l'on trouve dans le carnet syndical.

Article 12 de la DÉCLARATION DE PRINCIPE DE LA FGTB :

Le mouvement syndical *«estime que la socialisation des grands trusts bancaires et industriels s'impose».*

Article 4 de la première partie du TRAITE actuel de l'UNION EUROPEENNE :

1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action des États membres et de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité, l'instauration d'une politique économique (...) conduite **conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.**

Réunis dans une conférence ouvrière européenne à Paris les 7 et 8 février 2009, des délégués de 21 pays d'Europe ont affirmé ensemble dans un appel :

«Nous accusons l'Union européenne, ses traités, ses institutions et ses directives, de n'avoir qu'un but : déréglementer, privatiser les services publics, liquider la protection sociale, l'enseignement public, et organiser une concurrence sans foi ni loi entre les travailleurs pour écraser toujours plus le coût du travail. Nous accusons l'Union européenne, qui confirme aujourd'hui son échec total à faire émerger la plus petite esquisse d'entité européenne harmonieuse, de n'avoir qu'une fonction : être un marché, coordonner - sous le titre pompeux « plan de relance » - les plans de pillage des fonds publics de chacune de nos nations, au service exclusif des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs financiers, qui nous conduisent à la catastrophe.»

«Unissons-nous pour brandir dans chacun de nos pays l'exigence de l'interdiction des licenciements, l'exigence d'un travail pour tous» !